

ACCORD D'EXPLOITATION

Création des logiciels

Les parties en italique bleu sont à supprimer

Financement – Confidentialité – Transfert de propriété intellectuelle

ENTRE

La société *[à compléter]*, société anonyme au capital de *[à compléter]* Euros, ayant son siège social *[à compléter]*, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro *[à compléter]* représentée par *[à compléter]* ;

(ci-après dénommée « XXX »)

Et,

La société *[à compléter]* ;

(ci-après dénommée « *[à compléter]* »)

PRÉAMBULE

Campus Cyber a été investi de la mission de créer des communs de la cybersécurité.

A cette fin, les groupes de travail de Campus Cyber sont amenés à formaliser leurs relations en deux étapes :

- *un accord de coopération organiser les travaux préparatoire visant à définir le projet de création de Commun ;*
- *puis un accord d'exploitation définit les modalités de création, de financement, d'exploitation et de gouvernance du Commun.*

La coopération entre les Membres relève du champ d'application du Règlement (UE) n°2023/1066 de la Commission relatif à l'application de l'article 101, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à certaines catégories d'accords de recherche et de développement.

Indiquer les antécédents du projet et les contexte de la coopération.

I. CONDITIONS PARTICULIÈRES

Nom du Groupe de Travail :

Indiquer ici le nom du Groupe du Travail. Il doit s'agir du même nom que celui indiqué sur l'Accord de Coopération.

Commun à diffuser :

Si le Commun reste à créer : définir ici le résultat attendu

Si le commun a été créé : indiquer ici le nom du Commun et son hash SHA-256

Membres du Groupe de Travail :

Indiquer ici les Membres du Groupe de Travail.

Durée de l'accord :

Indiquer ici la durée de l'accord d'Exploitation et ses éventuelles modalités de renouvellement

Crédits à associer au Commun :

Indiquer ici les crédits à associer au Commun au cours de son exploitation.

Modalités de diffusion (cocher la case correspondante à l'option choisie) :

Si le Groupe de Travail envisage de réaliser plusieurs Communs, chaque Commun peut être soumis à une licence différente.

- Commun ouvert :
 - ☐ Option 1 : Licence CeCILL (CEA CNRS INRIA Logiciel Libre) v2.1 : https://cecill.info/licences/Licence_CeCILL_V2.1-fr.html
 - ☐ Option 2 : Licence BSD (Berkeley Software Distribution License) <https://www.freebsd.org/copyright/freebsd-license/>
 - ☐ Option 3 : Autre, précisez :
- Commun réciproque
 - ☐ Option 4 : Mise à disposition de tous les membres de Campus Cyber
 - ☐ Option 5 : Mise à disposition des seuls membres du Groupe de Travail

Missions confiées aux Membres :

Indiquer ici sommairement les missions des Membres, qui seront précisées dans le cahier des charges en annexe, qui pourra prévoir notamment :

- Les spécifications fonctionnelles
- Les qualités attendues du livrable
- Les modalités de livraison, d'hébergement et de maintenance

Modalités de financement :

Indiquer ici sommairement les modalités de financement, qui seront précisées dans le plan de financement en annexe.

II. CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 - DÉFINITION	4
ARTICLE 2 - OBJET ET NATURE DE L'ACCORD	4
ARTICLE 3 - COOPÉRATION ET GOURVERNANCE.....	5
3.1 - Coopération.....	5
3.2 - Gouvernance	5
ARTICLE 4 - FINANCEMENT	6
ARTICLE 5 - DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	6
5.1 - Cession à Campus Cyber	6
5.2 - Licence ouverte.....	6
5.3 - Licence réciproque	6
5.4 - Respect du règlement d'exemption	7
ARTICLE 6 - CONFIDENTIALITÉ.....	7
6.1 - Obligations de confidentialité.....	7
6.2 - Exception à l'obligation de confidentialité	8
ARTICLE 7 - RESPONSABILITÉ.....	8
7.1 - Responsabilité entre les Membres	8
7.2 - Responsabilité pour les sous-traitants.....	8
ARTICLE 8 - DURÉE.....	9

ARTICLE 1 - DÉFINITION

Les termes suivants auront, pour l'exécution et l'interprétation de l'Accord de Coopération, le sens défini ci-après qu'ils soient au singulier ou au pluriel :

<u>Accord de Coopération</u>	Désigne l'ensemble des stipulations énoncées dans le présent document qui a vocation à régir l'organisation des Travaux.
<u>Accord d'Exploitation</u>	Désigne le présent document et ses éventuelles annexes.
<u>Affiliées</u>	Désigne toute société détenant directement ou indirectement au moins 50% du capital ou des parts donnant droit à l'élection des organes dirigeants d'un Membre, et/ou toute société étant détenue directement ou indirectement par un Membre, ou par une société contrôlant ce Membre telle que définie ci-avant et ce dans une proportion au moins égale à 50% du capital ou des parts donnant droit à l'élection des organes dirigeants d'un Membre.
<u>Campus Cyber</u>	Désigne la SAS Campus Cyber (RCS : 892343633)
<u>Commun</u>	Désigne un ou plusieurs Logiciels en lien avec la cybersécurité, obtenus grâce aux activités conjointes de recherches et développement des Membres.
<u>Connaissances propres</u>	Toutes les informations et connaissances techniques et/ou scientifiques, notamment le savoir-faire, les secrets de fabrique, les secrets commerciaux, les données, les bases de données, logiciels, les dossiers, les plans, les schémas, les dessins, les formules, ou tout autre type d'informations, sous quelque forme qu'elles soient, brevetables ou non, et/ou brevetées ou non, et tous les droits de propriété intellectuelle en découlant, appartenant à une Partie ou détenue par elle avant la date d'effet de l'Accord ou indépendamment de la réalisation du Projet et sur lesquels elle détient des droits d'utilisation.
<u>Données Personnelles</u>	Désigne toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable c'est-à-dire une personne qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques

	propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale.
<u>Groupe de Travail</u>	Désigne les Membres ayant souhaité réaliser ensemble le Projet dans le but de créer un Commun.
<u>Membre</u>	Désigne le membre de Campus Cyber étant partie au présent Accord d'Exploitation.
<u>Projet</u>	Désigne la phase de réalisation du commun.

ARTICLE 2 - OBJET ET NATURE DE L'ACCORD

Le présent Accord d'Exploitation désigne le Commun, ainsi que ses modalités de gouvernance, de financement et d'exploitation.

Aucune stipulation de l'Accord ne pourra être interprétée comme constituant entre les Parties une entité juridique de quelque nature que ce soit, ni impliquant une quelconque solidarité entre les Parties.

ARTICLE 3 - COOPÉRATION ET GOUVERNANCE

3.1 - Coopération

3.1.1. Réalisation du Projet

Les Parties s'engagent à mettre en œuvre, pendant toute la durée de l'Accord, tous les moyens nécessaires à une coopération efficace en vue de la réalisation du Projet susvisé.

Les Parties s'engagent pendant toute la durée de l'Accord et des Licences à collaborer dans un esprit de partenariat réciproque et équilibré, exclusif de toute manifestation hiérarchique, tout en préservant l'identité et la réputation de chacune des Parties.

Les Parties s'engagent à ce que leurs salariés, représentants et tiers intervenant dans le cadre de l'Accord, collaborent de manière active sur le Projet.

A défaut, en cas d'indisponibilité de l'une des Parties, de ses représentants ou tiers intervenant dans le cadre de l'Accord, les Parties se concerteront pour convenir de la suite à donner au périmètre initial de l'Accord et conclure par écrit, le cas échéant, un avenant à l'Accord.

Chaque Partie peut être amenée dans le cadre de l'Accord à donner accès à une autre Partie à ses données, documents, fichiers, programmes et, plus généralement, à toute information ou élément qu'elle estimerait nécessaire pour la bonne exécution de l'Accord.

La Partie qui a accès auxdites informations s'engage à ne pas les utiliser ni à les exploiter autrement que dans le cadre de l'Accord et pour les besoins de la réalisation du Projet.

Chaque Partie garantit qu'elle participera au Projet avec le professionnalisme et la diligence généralement exigés pour l'accomplissement d'une obligation de moyens. Aucune autre condition, garantie, expresse ou tacite, n'est consentie concernant l'Accord.

3.1.2. Cooptation

Un nouveau Membre ne pourra intégrer le Groupe de Travail que s'il souscrit au présent Accord d'Exploitation et qu'il est coopté à l'unanimité des Membres.

3.1.3. Défaillance d'un Membre

Chaque Membre s'engage à faire part par écrit dès que possible de toutes difficultés rencontrées au titre de l'exécution du Projet.

Si cette défaillance rendait impossible pour le Membre la réalisation du Projet lui incombant, le Projet pourront être repris, soit par un ou plusieurs des autres Membres, soit par un nouveau Membre coopté à l'unanimité des Membres restants.

3.2 - Gouvernance

3.2.1. Principe de gouvernance

Le suivi du Projet sera mené un comité de pilotage composé du *Campus Cyber, [à compléter]* et d'un représentant de chacune des autres Parties (ci-après « **Membres du Comité de Pilotage** »). Les Membres du Comité de Pilotage se réuniront *une fois par mois* et communiqueront les avancées du Projet aux autres Parties ainsi que les points d'attention ou autres informations utiles à tous.

En cas de besoin exceptionnel, tout Membre du Comité de Pilotage peut notifier les autres membres de son souhait d'organiser un comité exceptionnel. Cette notification doit être faite par écrit (par exemple, par courriel) et doit inclure les raisons justifiant la tenue de ce comité exceptionnel. Le comité exceptionnel doit être organisé dans un délai de sept (7) jours calendaires suivant la notification.

3.2.2. Décisions du Groupe de Travail

Le Groupe de travail se réunit à la demande de la moitié de ses Membres ou de son Président.

Chaque membre du Groupe de Travail dispose d'une voix. Les votes ont lieu à main levée, sauf si un membre demande que le vote soit effectué à bulletin secret. Les votes peuvent également avoir lieu à distance et/ou par voie électronique.

Le Groupe de Travail se prononce à la majorité simple des voix exprimées sur :

- l'élection du Président ;
- les choix stratégiques ;
- les choix technologiques ;
- un éventuel règlement de gouvernance ;
- plus largement, toutes les questions se rapportant à la vie du Commun.

Le Président assure les missions suivantes :

- suivi de l'avancement du projet ;
- convocation aux réunions;
- établissement et communication des relevés de décisions.

ARTICLE 4 - FINANCEMENT

A l'exception des financements prévus ci-dessous, et sauf accord écrit contraire, chaque Partie assume personnellement les frais qu'elle engage associés à l'exécution de l'Accord et/ou du Projet.

[à compléter]

ARTICLE 5 - DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

5.1 - Connaissances propres

Chaque Partie demeure seule propriétaire de ses Connaissances propres (définies à l'article 1 de l'Accord). Il en va de même des améliorations apportées à ces Connaissances propres en dehors du présent accord

5.2 - Résultats propres

Les résultats propres sont la propriété de la Partie qui les génère.

Les éventuels brevets nouveaux et les autres titres de propriété intellectuelle sur lesdits Résultats Propres seront déposés à ses seuls frais, à son seul nom et à sa seule initiative.

5.3 - Garanties

Les Parties reconnaissent que les Connaissances propres et les informations communiquées par une Partie à une autre Partie dans le cadre de l'exécution de l'Accord sont communiquées en l'état, sans aucune garantie de quelque nature qu'elle soit.

Sont notamment expressément exclues toutes garanties relatives à l'exploitation commerciale des Connaissances propres, ou à leur compatibilité ou conformité à un usage spécifique, à une absence d'erreur ou de défauts, ou à leur liberté d'exploitation vis-à-vis de droits de tiers.

Ces Connaissances propres et ces autres informations sont utilisés par les Parties dans le cadre de l'Accord à leurs seuls frais, risques et périls respectifs, et en conséquence, aucune des Parties n'aura de recours contre une autre Partie, ni ses sous-traitants éventuels, ni son personnel, à quelque titre que ce soit et pour quelque motif que ce soit, en raison de l'usage de ces Connaissances propres et ces autres informations, y compris en cas de recours de tiers invoquant l'atteinte à ses droits de propriété intellectuelle.

5.4 - Cession à Campus Cyber

Les Membres cèdent l'intégralité de leurs droits de propriété intellectuelle sur le Commun à Campus Cyber, pour tous les modes d'exploitation, pour le monde entier et pour une durée égale à celle des droits de propriété intellectuelle.

Campus Cyber sera en conséquence seul titulaire des droits d'auteur et seul habilité à agir en contrefaçon.

Campus Cyber ne pourra toutefois exploiter les droits sur le Commun qu'aux fins de le mettre à disposition selon les conditions stipulée dans les Conditions Particulières et selon les décisions prises par le Groupe de Travail.

5.5 - Licence ouverte

Dans l'hypothèse où les Membres ont choisi de placer le Commun sous licence ouverte, le Commun sera alors publié en ligne par Campus Cyber et soumis à la licence précisée dans les Conditions Particulières. Son utilisation ne donnera lieu à aucune rémunération des Membres.

5.6 - Licence réciproque

Dans l'hypothèse où les Membres ont choisi de placer le Commun sous licence réciproque, le Commun sera alors rendu accessible par Campus Cyber uniquement aux membres de Campus Cyber ou aux Membres du Groupe de Travail, selon le cas précisé aux Conditions Particulières.

Chaque membre de Campus Cyber ou Membre du Groupe de Travail, selon le cas, bénéficiera, pendant la durée du Contrat, d'une licence de Campus Cyber lui permettant de :

- exploiter le Commun à des fins de recherche et développement complémentaire ou pour ses besoins internes, à l'exclusion de toute mise à disposition au profit de tiers ;
- exploiter commercialement le Commun, au moyen d'une mise à disposition au profit de tiers. Dans ce dernier cas, une demande préalable devra être adressée par le Membre à Campus Cyber et aux autres Membres. Après concertation, Campus Cyber adressera aux Membres une proposition de plan d'exploitation du Commun, comprenant notamment une proposition de répartition des produits d'exploitation. À défaut de contestation en justice sous deux (2) mois, la proposition de Campus Cyber est réputée acceptée par les Membres.

Si l'exploitation est assurée par certains Membres uniquement, ces Membres bénéficient d'un accès aux savoir-faire préexistants des autres Membres, si ces savoir-faire sont indispensables aux fins de l'exploitation du Commun.

5.7 - Respect du règlement d'exemption

En tout hypothèse, Campus Cyber et les Membres s'engagent à respecter les obligations issues du Règlement (UE) n° 2023.1066 relatif à l'application de l'article 101, paragraphe 3, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne à certaines catégories d'accords de recherche et de développement.

ARTICLE 6 - CONFIDENTIALITÉ

6.1 - Obligations de confidentialité

Toutes les informations communiquées entre les Membres à l'occasion du Projet sont réputées confidentielles. À ce titre, chaque Membre s'engage à :

- (a) traiter l'ensemble des informations reçues du Membre émetteur comme étant strictement confidentielles et, sauf autorisation expresse obtenue par écrit du Membre émetteur, ne pas les divulguer à des tiers ni les publier ;
- (b) n'utiliser lesdites informations qu'aux fins de réalisation du Projet ;
- (c) ne communiquer les informations qu'à ses seuls employés, aux employés de ses Affiliées et au tiers ayant nécessairement besoin d'en connaître pour la réalisation du Projet et leur faire signer au préalable un engagement de confidentialité comportant des engagements au moins identiques à ceux du présent article ;
- (d) notifier le Membre émetteur dès qu'il aurait connaissance d'une violation de la présente obligation de confidentialité et prendre toutes les mesures nécessaires afin d'assurer que ladite violation cesse immédiatement ;
- (e) protéger les informations en prenant toutes les dispositions adéquates en usant au minimum des mêmes moyens que ceux mis en place pour protéger ses propres informations.

La présente obligation de confidentialité restera en vigueur pendant la durée de l'Accord d'Exploitation et jusqu'à trois (3) ans après l'expiration ou la résiliation de l'Accord d'Exploitation, quelle qu'en soit la raison. Passé ce délai, les obligations de confidentialité contenues dans l'Accord d'Exploitation cesseront d'être en vigueur.

6.2 - Exception à l'obligation de confidentialité

L'obligation de confidentialité décrite ci-dessus ne s'appliquera pas à des informations :

- (a) qui sont dans le domaine public à la date de leur communication ou qui le deviendraient après leur communication autrement que du fait d'une violation de l'Accord d'Exploitation sous réserve que le Membre récepteur puisse en apporter la preuve ;
- (b) qui étaient déjà connues du Membre récepteur préalablement à leur transmission par le Membre émetteur, sous réserve que le Membre récepteur en apporte la preuve, ou qui sont obtenues par le Membre récepteur en toute bonne foi et en toute légalité d'un tiers qui, à la connaissance du Membre récepteur, n'a pas obtenu lesdites informations, directement ou indirectement, du Membre émetteur alors qu'il était lié par une obligation de confidentialité ;
- (c) pour lesquelles le Membre récepteur peut apporter la preuve que lesdites informations ont été développées indépendamment par le Membre récepteur sans connaissance préalable des informations obtenues du Membre émetteur.

Les obligations visées ci-dessus ne s'appliqueront pas à la divulgation spécifique d'informations si les informations sont communiquées du fait d'une injonction gouvernementale ou judiciaire ou de l'application de dispositions d'ordre public d'une loi. Dans ce cas, le Membre récepteur informera par écrit le Membre émetteur afin de déterminer ensemble les modalités de cette communication qui sera limitée au strict nécessaire.

ARTICLE 7 - COMMUNICATION

Pendant la durée de l'Accord, les Parties qui communiquent en interne ou en externe sur le Projet devront faire mentionner *[à compléter]*

Sous réserve des stipulations précédentes, les Parties s'engagent à ne faire aucune autre utilisation du nom, des marques ou des logos d'une autre Partie sans l'accord préalable et écrit de celle-ci.

ARTICLE 8 - RESPONSABILITÉ

8.1 - Responsabilité entre les Membres

Chacun des Membres est entièrement responsable de l'exécution de ses tâches, les réalise à ses propres risques et sous sa seule responsabilité.

Les conséquences des demandes de tiers, en réparation d'un préjudice directement subi qui résulterait de l'exécution de l'Accord d'Exploitation, seront supportées en totalité par le Membre responsable. Les Membres ne pourront être tenus solidairement responsables du préjudice qui pourrait être occasionné à un tiers par le Membre responsable.

8.2 - Responsabilité pour les sous-traitants

Chacune des Parties reste responsable, dans les conditions du droit commun, des dommages que son personnel pourrait causer aux tiers à l'occasion de l'exécution de l'Accord.

Les Parties ne pourront être tenus solidairement responsables du préjudice qui pourrait être occasionné à un tiers par la Partie responsable.

8.3 - Assurances

Chaque Partie doit, en tant que de besoin et dans la mesure où cela est compatible avec ses statuts, souscrire et maintenir en cours de validité les polices d'assurance nécessaires pour garantir les éventuels dommages aux biens ou aux personnes qui pourraient survenir dans le cadre de l'exécution de l'Accord.

ARTICLE 9 - PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Dans le cadre de l'exécution de l'Accord et du Projet, si l'une des Parties est amenée à traiter des données à caractère personnel au sens de la loi « Informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978 (telle que modifiée) et du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018, pour le compte d'une autre Partie agissant comme responsable du traitement de ces données à caractère personnel, ce qui suit s'appliquera.

Chaque Partie garantit que le traitement desdites données à caractère personnel dont elle est responsable est licite et conforme à la réglementation applicable et s'engage à transmettre à la Partie amenée à traiter les données à caractère personnel toutes les informations utiles pour que cette dernière puisse traiter lesdites données en conformité avec le cadre défini par la

Partie divulgatrice.

Chaque Partie s'engage à respecter et à faire respecter à ses salariés, représentants et/ou sous-traitants, la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, les dispositions de la loi et du règlement précité dans le cadre de l'exécution de l'Accord et du Projet ainsi que les modalités du traitement des données à caractère personnel dont l'autre Partie lui aura fait part.

ARTICLE 10 - DURÉE

Le présent Accord de Coopération est conclu pour la durée mentionnée dans les conditions particulières, renouvelable par tacite reconduction par période d'un (1) an.

Tout Membre pourra informer les autres de sa volonté de partir de l'Accord par notification écrite au moins deux (2) mois avant la survenance du terme initial ou de sa tacite reconduction. Sauf décision contraire de l'ensemble des Membres restants, l'Accord perdurera entre les autres Membres.

Il est rappelé que la résiliation de l'Accord par un Membre n'emporte pas renonciation à ses droits de propriété intellectuelle, tant ceux inhérents au Commun, que ceux encadrés par la licence choisie tel que exposé à l'article 5.4 présent Accord.

ARTICLE 11 - RESILIATION

À tout moment, les Parties peuvent s'entendre pour mettre fin de façon anticipée au présent Accord.

ARTICLE 12 - STIPULATIONS DIVERSES

12.1 - Non-Sollicitation

Chaque Partie s'interdit de solliciter en vue d'une embauche, d'engager à son service sous quelque statut que ce soit, ou d'embaucher tout collaborateur en relation ou intervenant dans la réalisation du Projet, directement ou par personne interposée, d'une autre Partie, sauf accord exprès de cette dernière, et ce même si la sollicitation initiale est formulée par le collaborateur concerné. La présente clause vaut quels que soient le grade, la fonction hiérarchique et la spécialisation du collaborateur en cause.

Il est expressément convenu entre les Parties que, par collaborateur, elles entendent viser tout membre du personnel, tout collaborateur salarié ou non, dirigeant, associé ou mandataire social de l'autre Partie.

Cette clause ne vaut pas dans le cas où le collaborateur concerné aurait été licencié par son employeur, sous réserve d'éventuels engagements contractuels de non-concurrence, conformes à la réglementation applicable.

Cette disposition s'applique pendant la durée de l'Accord augmentée d'une période d'un (1) an. En cas de manquement d'une des Parties à cette obligation, la Partie défaillante s'engage à verser à l'autre Partie lésée une indemnité forfaitaire et définitive de douze (12) mois du dernier salaire brut du collaborateur concerné.

12.2 - Indépendance des Parties

Les Parties sont indépendantes les unes envers les autres et aucune Partie ne pourra agir ni se présenter en tant qu'agent, associé, partenaire ou représentant d'une autre Partie.

12.3 - Divisibilité

Dans l'hypothèse où une ou plusieurs stipulations de l'Accord serait contraire à une loi ou à un texte légalement applicable, cette loi ou ce texte prévaudrait, et les Parties feraient les modifications nécessaires pour se conformer à cette loi ou à ce texte. Toutes les autres stipulations de l'Accord resteraient en vigueur et les Parties feraient leurs meilleurs efforts pour trouver une solution alternative acceptable dans l'esprit de l'Accord.

12.4 - Omissions

Le fait, par l'une ou l'autre des Parties d'omettre de se prévaloir d'une ou plusieurs stipulations de l'Accord de Collaboration, ne pourra en aucun cas impliquer renonciation par ladite Partie à s'en prévaloir ultérieurement.

12.5 - Modifications

L'Accord de Collaboration annule et remplace toute convention antérieure, écrite ou orale, entre les Parties sur le même objet et il constitue l'accord entier entre les Parties sur cet objet. Sauf stipulation contraire de l'Accord de Collaboration, aucune addition ou modification aux termes de l'Accord de Collaboration n'aura d'effet à l'égard des Parties à moins d'être faite par avenant écrit aux présentes, et signé par leurs représentants respectifs dûment habilités

ARTICLE 13 - DROIT APPLICABLE – LITIGES

Le présent Accord de Coopération est régi par le droit français. Il en est ainsi pour les règles de fond comme pour les règles de forme.

En présence d'un litige relatif à la validité, l'interprétation et/ou l'exécution du présent Accord de Coopération, les Parties s'engagent à procéder à une tentative de règlement amiable du différend. En cas de différend avéré, et avant toute action devant une juridiction, les Parties s'efforceront de régler le litige, en toute bonne foi, par une coopération entre les Directions de chaque Partie, notamment par le biais de l'organisation de réunions *ad hoc*.

Les Parties disposeront pour cela d'un délai de deux (2) mois à compter de la réception d'une lettre en recommandé avec accusé de réception notifiant à l'autre Partie la demande de mise œuvre d'un règlement amiable du différend. Dans ce délai, les Parties s'engagent à ne pas saisir en parallèle une quelconque juridiction pour lui soumettre ce différend.

A défaut de solution amiable à l'issue du délai susvisé, le litige sera soumis aux tribunaux compétents de Nanterre.